Grand-Duché de Luxembourg.

MINISTÈRE D'ÉTAT

BULLETIN D'INFORMATION.

Office d'Information, 3, rue de la Congrégation, Luxembourg.

N° 4

Luxembourg, le 31 mars 1945

SEANCE D'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE.

Le 20 mars, à 10,30 heures du matin, eut lieu la première séance de la nouvelle "Assemblée Consultative". Des 57 membres 55 étaient présents, et parmi les auditeurs on remarqua le Colonel Frank E. Fraser, le Lt.-Colonel Lambert et le Capitaine Grieve, représentant les autorités militaires alliées. Après la prestation de serment des 30 nouveaux membres, le doyen d'âge, Monsieur Wirtgen, rendit hommage aux députés morts sous l'occupation et aux députés prisonniers et déportés. Monsieur Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, s'associa au nom du Gouvernement à cet hommage, et les chefs des différents groupements représentés firent à leur tour l'éloge de leurs membres morts pour la patrie. L'Assemblée procéda ensuite à l'élection du nouveau bureau. Furent élus: Monsieur Emile Reuter, président (51 voix); MM. Hubert Clement (46 voix) et Gaston Diederich (31 voix), vice-présidents; MM. Emile Hamilius (53 voix) et Jean Maroldt (30 voix), secrétaires. M. Nicolas Biever (39 voix) et Arthur Useldinger (31 voix), secrétaires suppléants.

Le nouveau président précisa ensuite les devoirs de l'assemblée: exprimer la volonté et les besoins du peuple luxembourgeois. Le respect de toutes les opinions est à la base des principes démocratiques et du parlementarisme.

A 3 heures de l'après-midi Monsieur Dupong monta à la tribune pour rendre compte de l'activité du Gouvernement pendant l'exil.

Dans son discours M. Dupong exposa les raisons et les circonstances du départ de la Grande-Duchesse et du Gouvernement et donna un aperçu de l'activité du Gouvernement en France, en Angleterre et en Amérique. Nous avons réussi, dit M. Dupong, que le Luxembourg ait pu et puisse encore prendre part, sur un pied d'égalité, aux conférences et aux meetings des Nations Unies. Mais il nous fallait outre la reconnaissance officielle, l'appui de l'opinion publique. Nous avons publié des livres, des brochures, des articles; notre Greybook a rencontré partout un vif succès.

Nous avons aussi sauvegardé les valeurs matérielles luxembourgeoises à l'étranger et pris un certain nombre de mesures législatives pour protéger les intérêts vitaux du Luxembourg pendant et après la guerre. Pendant les 4 années de son exil, le Gouvernement luxembourgeois a participé aux conférences suivantes et signé les instruments ci-dessous énumérés:

SOMMAIRE:

	Page		Page
Séance d'ouverture de l'Assemblée Consultative	1	Conférence de Presse au Ministère d'Etat	4
Mémorial du mois de mars	2	Commissariat au Rapatriement	5
Allocution radiodiffusée du Ministre d'Etat	3	Commissariat pour la Reconstruction	6
Allocution radiodiffusée du Ministre de l'Agriculture	4	Service sanitaire et Croix Rouge	6
		Presse	7

- 1) La déclaration de St. James Palace du 12 juin 1941
- 2) L'adhésion du Luxembourg à l'Atlantic Charter du 24 septembre 1941
- 3) La déclaration des Nations Unies du 1er janvier 1942
- 4) La déclaration jointe concernant les crimes de guerre du 13. janvier 1942.
- 5) La Conférence des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture du 18 mai au 2 juin 1943.
- 6) Le pacte monétaire hollando-belgo-luxembourgeois du 21 octobre 1943.
- 7) Le Relief and Rehabilitation Agreement UNRRA du 9 novembre 1943.
- 8) L'établissement d'un Office d'Information des Nations Unies du 16 mars 1944.
- 9) La Conférence Monétaire de Bretton Woods du 1er au 22 juillet 1944
- 10) L'Arrangement intervenu entre les Etats-Unis et l'Angleterre et notre Gouvernement concernant les Affaires Civiles (Civil Affairs Agreement) du 27 juillet 1944.
- 11) L'avenant entre le Luxembourg et la Belgique du 31 août 1944.
- 12) L'Accord hollando-belgo-luxembourgeois sur une union douanière entre les pays engagés du 31 août 1944.

A plusieurs occasions, le Gouvernement luxembourgeois a lancé des protestations solennelles contre des actes particulièrement odieux de l'envahisseur. Pour intensifier le contact avec nos alliés, des représentations diplomatiques ont été créées et des ministres plénipotentiaires nommés auprès de l'Angleterre et de la Russie Soviétique. Nous avons aidé dans les limites du possible nos compatriotes en détresse et nos jeunes gens qui fuyaient devant l'ennemi. Grâce à nos efforts une unité combattante de volontaires luxembourgeois a été équipée et entraînée en Angleterre.

M. Dupong poursuivit en disant que ce qui aida les membres du Gouvernement à surmonter les moments de tristesse et de dépression, ce fut la conscience d'avoir suivi le chemin du droit, du devoir et de l'honneur, et l'exemple de notre Souveraine. Il remercia spécialement le Gouvernement belge et nos grands alliés, particulièrement l'Angleterre, les Etats-Unis et le Canada, de la sympathie et de l'hospitalité qu'ils ont accordées à la Grande-Duchesse et au Gouvernement. Mais sans la résistance du pays, conclut M. Dupong, le Gouvernement n'aurait pu accomplir sa tâche: honneur aux hommes et aux femmes qui ont résisté à la tyrannie, honneur à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour le devoir patriotique. Le pays ne les oubliera jamais.

L'exposé de Monsieur Dupong dura une heure.

Après la constitution d'une commission de travail, la séance fut levée à 17 heures. (Cf. Luxemburger Wort et Escher Tageblatt du 21 et 22 mars 1945).

L'assemblée consultative se réunira de nouveau le 5 avril.

MEMORIAL (JOURNAL OFFICIEL) DU MOIS DE MARS.

M i n i s t è r e d ' E t a t : Par arrêté du 6 mars 1945 la session ordinaire de la Chambre des Députés 1944-1945 a été clôturée.

Par arrêté du 12 mars 1945 la Souveraine a nommé les membres de l'assemblée consultative.

Par arrêté grand-ducal du 15 mars 1945 il a été procédé à une nouvelle répartition des services publics et à l'attribution des services publics aux Membres du Gouvernement.

L'arrêté grand-ducal du 22 mars 1945 a créé des postes de Commissaires spéciaux à la reconstruction dans les localités particulièrement éprouvées par les faits de la guerre.

Un arrêté grand-ducal du 16 mars 1945 régleme la levée des classes 1925 et 1926.

Un arrêté grand-ducal du 16 mars 1945 a prévu certaines dispositions interprétatives de l'article 14 de l'arrêté du 14 octobre 1944 concernant l'échange monétaire.

Ministère du Travail, de la Prévoyance Sociale et des Mines : Par arrêté grand-ducal du 19 mars 1945 les dispositions et mesures prises par l'occupant en matières d'assurance-maladie des ouvriers et employés des mines ont été abrogées.

L'arrêté grand-ducal du 26 mars 1945 a pour objet la réorganisation de l'Inspection du Travail et de l'Administration des Mines.

Ministère de la Justice : Un arrêté grand-ducal du 28 février 1945 a fixé les conditions requises pour le mariage au Grand-Duché des membres des Forces Armées des Etats-Unis.

Un arrêté grand-ducal du 2 mars 1945 a sensiblement renforcé les amendes pour certains crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Un arrêté grand-ducal du 14 mars 1945 autorise sous certaines conditions l'emploi des détenus et délinquants politiques dans l'agriculture et la reconstruction.

Par arrêté grand-ducal du 19 mars 1945 le siège du tribunal d'arrondissement a été retransféré à Diekirch.

Ministère de l'Intérieur : Un arrêté grand-ducal du 2 mars 1945 a institué l'enquête administrative prévue par l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1944.

L'arrêté prévoit l'institution d'une ou de plusieurs commissions d'enquête chargées de donner au Ministre de l'Epuration leur avis sur les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires, agents, employés et employés temporaires, en activité ou en retraite, des services et administrations de l'Etat, des établissements soumis au contrôle de l'Etat, des communes et syndicats de communes et des chemins de fer, en raison de leur comportement durant l'occupation.

Un arrêté grand-ducal du 16 mars 1945 a pour objet d'épurer et de compléter les conseils communaux en attendant les élections communales.

Un arrêté grand-ducal du 26 mars 1945 a institué une commission chargée de la direction de l'Administration des Eaux et Forêts.

Ministère de l'Agriculture : Un arrêté grand-ducal du 21 février 1945 régleme la main-d'oeuvre agricole. Cet arrêté a pour but de parer aux dangers résultant de la pénurie actuelle de la main-d'oeuvre agricole.

Un arrêté grand-ducal du 26 février 1945 prévoit une série de mesures relatives à l'amélioration des races bovine, porcine et caprine.

L'arrêté grand-ducal du 1er mars 1945 a institué un comité des Priorités qui décide de l'octroi de certificats de priorités autorisant l'approvisionnement, l'importation, l'exportation, le transit et la production ainsi que les opérations de change et le transport y afférant.

ALLOCUTION RADIODIFFUSEE DU MINISTRE D'ETAT, PRESIDENT DU GOUVERNEMENT.

Le 13 mars, à 13 heures, Monsieur Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, s'est adressé aux Luxembourgeois dans un discours radiodiffusé dont voici le résumé :

La nouvelle offensive allemande a soulevé un grand nombre de problèmes qui rendaient nécessaire un élargissement du Gouvernement. Des hommes qui étaient restés au pays sous l'occupation et qui de ce fait connaissent mieux l'état d'esprit actuel du peuple luxembourgeois ont été appelés à faire partie du Gouvernement.

Nous sommes fermement décidés, a dit Monsieur Dupong, à punir tous les traîtres et tous les collaborateurs, et la création d'un Ministère de l'Epuration hâtera la procédure judiciaire.

Le ravitaillement du pays reste difficile mais la situation n'est pas désespérée; comparée à celle de nos voisins de l'ouest, elle est même très favorable. D'autre part les fournitures alliées ne font que commencer et atteindront bientôt une ampleur considérable.

Parlant de la situation financière, M. Dupong a dit: Le problème financier est un des plus compliqués et des plus difficiles auxquels nous ayons à faire face. D'un côté le franc luxembourgeois doit garder sa valeur et de l'autre côté nous ne pouvons nous isoler du reste du monde. Nous adapterons nos prix aux prix du marché mondial et les traitements seront augmentés en proportion. Toute notre politique financière est dominée pour le moment par les besoins de la reconstruction. Nous tâcherons de couvrir au moins une partie des dépenses énormes par les impôts sur les profits de guerre et sur le capital.

L'occupation allemande a créé une situation politique unique dans notre histoire nationale. La Chambre des Députés n'atteint pas le quorum requis par la loi, parce qu'un grand nombre de députés sont toujours déportés ou prisonniers en Allemagne. Un arrêté grand-ducal a créé une assemblée consultative pour donner au peuple la possibilité de se faire représenter conformément aux principes démocratiques. L'assemblée consultative compte 57 membres dont 27 anciens députés, des représentants de la résistance, du parti communiste et des autres partis politiques. Elle possède tous les droits de la Chambre des Députés, à l'exception du pouvoir législatif et elle s'acquittera de ses fonctions jusqu'au moment où les députés déportés rentreront dans le pays ou que la situation rendra possibles de nouvelles élections.

M. Dupong a conclu: La guerre est gagnée pour nous. Notre indépendance est garantie du point de vue international. Tout dépend de la reconstruction du pays qui demande un effort exceptionnel de chaque citoyen et un apaisement général des luttes politiques. Personne ne voudra se soustraire aux exigences de l'heure présente.

(L'allocution de M. Dupong est reproduite in extenso dans les quotidiens du 14 mars).

ALLOCUTION RADIODIFFUSÉE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

Le 17 mars 1945 M. Guill Konsbruck, Ministre de l'Agriculture, a prononcé une allocution radiodiffusée sur les problèmes agricoles. M. Konsbruck dit en substance:

Nous devons d'abord aider nos cultivateurs et nos vigneronniers sinistrés. Dans nos villages et dans nos villes nous collectionnerons tout ce qui n'est pas indispensable pour aider ceux qui ont tout perdu. Le nord du pays a besoin de tracteurs: nous les avons requisitionnés dans le reste du pays et répartis parmi les villages sinistrés. L'Oesling a lui seul à besoin de 3000 chevaux. Nous en avons requisitionné un certain nombre dans les autres régions du pays, mais ce nombre est loin de satisfaire les besoins les plus urgents. Nous sommes en train d'acheter des chevaux en Belgique. Sur le grand nombre que les Allemands nous ont enlevés au cours de l'offensive de Rundstedt, nous espérons pouvoir récupérer une partie dans les villages frontaliers allemands.

70% de nos besoins en semences sont arrivés de France. La Belgique nous fournira 500 tonnes d'orge et 50 tonnes de poids. Après la seconde invasion allemande, la Belgique a interdit l'exportation des machines agricoles. Nous ferons l'impossible pour qu'on fasse une exception à la règle.

80% des laiteries ont été détruites dans le nord du pays et nous devons par tous les moyens en hâter la reconstruction.

A l'avenir nous devons nous spécialiser dans l'amélioration des animaux reproducteurs, dans l'exploitation rationnelle des laiteries et la production de pommes de terre de semence de première classe, et ceci à l'aide de la technique moderne, notamment en utilisant aussi largement que possible le courant électrique. Nous sommes en train de créer les organes nécessaires et de prendre les mesures qui nous permettront d'atteindre ce but.

CONFERENCE DE PRESSE AU MINISTERE D'ETAT.

Le samedi 17 mars à 1^o heures une conférence de presse importante a eu lieu dans le cabinet de Monsieur Pierre Dupong, ministre d'Etat, Président du Gouvernement. En présence de M. Dupong, le Colonel Frank E. Fraser, chef de la Mission militaire alliée à Luxembourg, fit aux journalistes les déclarations suivantes (texte traduit de l'anglais):

Messieurs de la Presse,

Grâce à l'amabilité de Son Excellence M. Dupong, Ministre d'Etat, j'ai le privilège de vous rencontrer et de vous faire connaître quelques-uns des récents développements qui ont peut-être une influence directe sur le Grand-Duché de Luxembourg.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de parler de la guerre parce que je suis convaincu que vos nombreux lecteurs sont pleinement informés des progrès de nos armées en Allemagne. Permettez-moi de vous dire cependant que c'est un plaisir personnel pour moi de savoir que l'ancienne ville allemande de Trèves n'est plus une menace pour votre pays mais range désormais parmi les villes capturées.

R e t o u r d e S . A . R . M a d a m e l a
G r a n d e - D u c h e s s e .

Vous partagez sans doute avec moi le grand plaisir que j'ai d'annoncer qu'on élabore enfin les plans définitifs pour le retour de S.A.R. Ma dame la Grande-Duchesse. Des conférences et des discussions ont eu lieu et auront encore lieu pour préparer le proche retour d'Angleterre de la Famille royale. Cela ne signifie pas que le retour pourra s'effectuer dans les premiers jours, mais plutôt que nous prenons les dispositions nécessaires pour arranger le voyage dans le plus bref délai possible.

Je suis sûr que tout le monde est convaincu qu'il n'y aura dans le Grand-Duché de personne plus heureuse que la Grande-Duchesse elle-même quand Elle retournera dans son pays, auprès de Son peuple. Nous ferons tous les efforts, dans la mesure où la sécurité militaire le permet, pour hâter le retour tant attendu de la Famille royale.

R e c r u t e m e n t d e s F o r c e s A r m é e s
L u x e m b o u r g e o i s e s .

Un grand progrès a été réalisé ces derniers temps en ce qui concerne le recrutement et l'équipement des Forces Armées Luxembourgeoises.

Le 6 mars 1945, le quartier général du Général Bradley m'a informé que le recrutement et l'équipement de la première unité des Forces Armées Luxembourgeoises étaient terminés. Le Commandant Suprême a donné une importante priorité à la livraison de l'équipement nécessaire, et les premiers effets sont arrivés conformément à un arrangement conclu avec le quartier général du Maréchal Montgomery. Le général de brigade S.A.R. le Prince de Luxembourg et Son Excellence M. Dupong, Ministre d'Etat, et d'autres membres du Gouvernement ont consacré beaucoup de temps et de travail à la solution rapide des problèmes posés par le recrutement et l'équipement des Forces Armées Luxembourgeoises, conformément à l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1944. Un travail assidu et d'interminables discussions avec les Commandants alliés vont enfin porter leurs fruits. Je répète que je ferai tout mon possible pour vous informer régulièrement des progrès réalisés.

L a P r é s e n c e d e F o r c e s B e l g e s d a n s
l e L u x e m b o u r g .

La présence des Forces belges en territoire luxembourgeois a soulevé parfois des questions et il est peut-être nécessaire d'expliquer

leur présence plus en détail. Les Forces Belges dans le Luxembourg sont placées sous le commandement direct du Général Patton et ont été amenées dans le Grand-Duché sur le désir exprès du Général Patton pour assister les Forces Américaines et la gendarmerie et la police luxembourgeoises dans la garde des chicanes et d'autres installations d'importance militaire. La ligne de combat s'avancant en Allemagne, les Forces Belges, comme partie des Armées Alliées, suivront l'Armée américaine en Allemagne.

En remplacement des Forces Belges, les Forces Armées Luxembourgeoises, une fois recrutées et équipées, rempliront des fonctions similaires au Luxembourg aussi bien qu'en Allemagne, étant donné qu'elles feront partie des Forces Alliées sous le Commandement Suprême du Général Eisenhower.

L e s F o r c e s A m é r i c a i n e s a u L u x e m b o u r g .

Bien que les Forces Américaines combattent maintenant profondément à l'intérieur de l'Allemagne occidentale, il est cependant nécessaire que beaucoup de nos troupes restent au Luxembourg, vu que le Grand-Duché se trouve dans la zone des opérations et des lignes de communications. Il est très probable que même après la cessation des hostilités en Allemagne des Forces Américaines resteront stationnées ici pour une période appréciable. Cette période sera de 6 mois ou plus, après la cessation des hostilités en Allemagne. Voilà pourquoi nous prions le peuple luxembourgeois de patienter. Les troupes américaines feront tout leur possible pour diminuer la congestion actuelle, mais le peuple luxembourgeois doit à son tour être informé qu'il devra procurer des logements à ces troupes. Les autorités militaires américaines feront tout pour maintenir les relations cordiales avec le bon peuple luxembourgeois et feront tous les efforts possibles pour ne pas incommoder les citoyens luxembourgeois. Durant les récents mois vous avez été bien incommodés parce que la situation militaire exigeait la présence de milliers de soldats américains parmi vous; mais tout comme après la dernière guerre votre hospitalité n'a pas connu de bornes et vous avez tout fait pour traiter les soldats américains comme vous auriez traité les membres de votre propre famille. Ceci a fait une impression durable sur eux. Permettez-moi de dire pour conclure que notre but est de détruire l'armée allemande partout où nous la trouvons et d'occuper l'Allemagne; pourtant les membres de l'armée américaine ont déclaré publiquement que "nous regrettons vraiment infiniment de devoir quitter le Luxembourg et son peuple admirable".

Après ces déclarations du Colonel Fraser, M. Dupong donna aux journalistes quelques informations sur les principes qui guideront le nouveau Commissariat pour la Reconstruction rattaché au Ministère d'Etat et sur la répartition des dommages causés par l'occupation allemande. (Cf. Luxemburger Wort et Escher Tageblatt du 19 mars 1945).

COMMISSARIAT AU RAPATRIEMENT.

Actuellement le Commissariat au Rapatriement accomplit deux grandes missions: la première consiste à organiser et à effectuer le retour des évacués dans leurs foyers, la seconde consiste à accueillir les Luxembourgeois et les étrangers libérés par l'avance des Alliés en Allemagne. Faisant suite à la liste publiée dans le Bulletin N°3, nous indiquons ci-dessous, dans l'ordre chronologique, les localités réouvertes à la population:

Bech, Consdorf, Scheidgen, Rosport, Steinheim, Christnach, Waldbillig, Berbourg, Herborn et Machtum (15 mars), Moesdorf, Givenich, Born, Girst (21 mars), Grevenmacher (23 mars), Erpelding, Ingeldorf, Diekirch, Gilsdorf, Bettendorf, Moestroff, Reisdorf, Wallendorf, Sigelbach, Dillingen, Befort, Haller, Grundhof, Mullerthal, Bollendorf, Weilerbach, Mertert (26 mars). Le retour d'une délégation officielle sous la conduite du bourgmestre précédait partout de quelques jours le retour en masse des populations.

A partir du 7 avril toutes les localités du pays seront ouvertes aux populations non encore rentrées, à l'exception de Berdorf, Hoesdorf, Longsdorf, Pütscheid, Biwels (Vianden), Pralingen, Merscheid, Weiler, Wahlhausen, Rodershausen et Roder. Ces localités sont encore infestées de mines. Considérant l'importance des dégâts causés dans les localités de Hosingen, Föhren, Nachtmanderscheid, Pütscheid, Weiler (Pütscheid), Tar-champs, Berlé, Bourscheid, Kehmen, Echternach, Beaufort, Berdorf, Wasserbillig, Reisdorf et Bigonville, le C.R. déconseille vivement un retour immédiat aux populations non encore rentrées dans ces localités.

Le 9 mars le C.R. a pris la direction du centre d'accueil établi rue de la Congrégation (ancienne école normale des instituteurs) jusque là dirigé par les autorités militaires alliées; quelques jours plus tard il remplaça aussi les autorités militaires à la direction des centres de Loutfort, Hollenfels et Ansembourg.

C'était à ce moment que les premiers transports automobiles de Luxembourgeois et d'étrangers libérés en Allemagne arrivaient au Grand-Duché. Le 31 mars un centre d'accueil pour Luxembourgeois fut établi au Cercle Municipal et celui de la rue de la Congrégation était dorénavant réservé à la réception des étrangers en transit. Le point de rassemblement des Luxembourgeois libérés en Allemagne se trouve actuellement à Trèves. De là les camions américains les transportent à Luxembourg où ils sont reçus au Cercle. Dès leur arrivée on leur offre une collation et, après un bref interrogatoire par la police, on leur délivre la carte de D.P. (displaced person) qui leur sert de pièce d'identité et leur permet d'échanger leur argent et d'obtenir des billets de chemin de fer et des tickets de ravitaillement. Après ces formalités, les gens sont acheminés vers leurs foyers respectifs. Dans les premiers jours d'avril, le transport pourra se faire aussi par rail à partir de Trèves où des officiers de liaison luxembourgeois effectueront un premier triage. Au Cercle Municipal de Luxembourg quatre à cinq médecins procéderont à l'examen médical des rapatriés qui devront passer par une salle de désinfection. Du 12 au 31 mars 890 Luxembourgeois ont passé par le Centre d'accueil; leurs noms sont affichés au fur et à mesure dans les rédactions des journaux. Des heures durant les parents et les amis des déportés attendent leur arrivée devant le Cercle Municipal à la Place d'Armes, et c'est avec un enthousiasme et une ferveur sans bornes que chaque nouveau convoi est accueilli.

COMMISSARIAT POUR LA RECONSTRUCTION.

Le 24 mars, à 18 heures, M. Joseph Schroeder, commissaire général pour la reconstruction, a prononcé une allocution radiodiffusée au cours de laquelle il a défini la tâche du nouveau commissariat. Voici un bref résumé des principaux points:

Nous devons d'abord prendre des mesures conservatoires et urgentes, a dit M. Schroeder, avant de commencer l'oeuvre de reconstruction proprement dite. Avant l'hiver prochain tout le monde devra avoir un abri convenable contre les rigueurs de la saison.

45 architectes ont été répartis sur 10 districts dévastés. Pour constater la quantité de matériaux nécessaires, il s'agit d'abord de dresser un bilan des dommages que les différentes localités ont subis. Nous ne voulons pas éliminer l'initiative privée, mais plutôt la diriger et la soutenir.

Voici les principes d'après lesquels nous travaillerons: Les dommages de moindre importance seront réparés en premier lieu, pour éviter que les dégâts ne deviennent plus importants. Les entreprises d'un intérêt vital, comme les minoteries, fabriques d'outillages etc. jouissent naturellement d'un droit de priorité. Si les propriétés ont été totalement détruites, il n'est pas question de prendre des mesures conservatoires, mais de reconstruire. Or, pour l'année 1945, en raison des dégâts

causés par l'offensive de Rundstedt, nous ne pouvons envisager que des mesures conservatoires et urgentes. Nous ne pouvons commencer la véritable oeuvre de reconstruction qu'en 1946.

Le réseau électrique à haute tension a été réparé, les conduites d'eau fonctionnent de nouveau dans la plus grande partie du territoire. Jusqu'ici le manque de moyens de transport et de matériel s'est cruellement fait sentir, mais la fin de la guerre, qui ne semble pas très éloignée, apportera des facilités sensibles en ce sens.

Nous pouvons être heureux d'avoir 6 mois en perspective avant l'hiver, et si le temps nous reste favorable, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

(L'allocution de M. Schroeder est résumée dans le Luxemburger Wort du 26 mars, et reproduite in extenso dans l'Escher Tageblatt du 26 mars 1945).

SERVICE SANITAIRE ET CROIX ROUGE. 1)

Au cours d'une conférence de presse qui eut lieu le 6 mars dans le Cabinet de M. Victor Bodson, Ministre de la Justice et du Service sanitaire, M. Tony Neuman, membre du comité exécutif de la Croix Rouge luxembourgeoise, fit un exposé détaillé sur le fonctionnement des services de la Croix Rouge après la libération.

Avant de donner la parole à M. Tony Neuman, M. Victor Bodson parla des mesures prises par le Service sanitaire dans les régions sinistrées. Dès qu'il était possible, le personnel du Laboratoire bactériologique parcourut le pays pour faire des épreuves d'eau partout où les cadavres d'hommes ou de bêtes pouvaient constituer un danger d'infection. La région de Clervaux où les pompes avaient été détruites fut l'objet d'une vigilance particulière. Tout avait été prévu pour des vaccinations en masse. Un inventaire des stocks de produits pharmaceutiques et des mesures spéciales devaient permettre de mobiliser tout le personnel et tout le matériel nécessaires au bon fonctionnement du service sanitaire. Le médecin-capitaine Henri Cerf fut chargé de la coordination du service hospitalier et du service médical.

M. Neuman rappela ensuite que la Croix Rouge luxembourgeoise fut dissoute en 1941 par le Stillhaltekommissar allemand; la fortune fut confisquée et répartie comme suit: 1/3 à la Croix Rouge allemande; 1/3 à l'N.S.V. (oeuvre d'assistance nationale-socialiste); 1/3 pour "l'oeuvre de reconstruction" à Luxembourg. Au moment de leur retraite en septembre 1944, les Allemands emportèrent la majeure partie du matériel de la Croix Rouge à laquelle ils ne laissaient plus qu'une ambulance défectueuse.

Les dispensaires de puériculture et les consultations anticancéreuses ont pu être rétablis tout de suite après la libération. Le sanatorium de Vianden étant détruit, la maison de retraite de Kopstal fut louée (50 lits). Actuellement, les deux sanatoriums de Kopstal et de Dudelange fonctionnent normalement.

S e r v i c e d e l ' é v a c u a t i o n . Au cours de l'évacuation des populations civiles la Croix Rouge, disposant aujourd'hui de 5 ambulances et d'une voiture privée, a apporté une aide précieuse aux autorités militaires pour le transport des malades. Des infirmières-visiteuses ont été envoyées à Clervaux, Wiltz et Ettelbruck.

S e r v i c e d e s h ô p i t a u x . Depuis le mois de septembre 1944, la Croix Rouge a installé 3 hôpitaux auxiliaires: A l'Institut St. Joseph, Limpertsberg (110 lits). Au Pensionnat Ste. Sophie, Luxembourg (30 lits). Au couvent de Peppange (50 lits).

1) Cf. Luxemburger Wort (Sanitäre Hilfe für die Kriegsgeschädigten) et Escher Tageblatt (Das Luxemburgische Rote Kreuz und der Wiederaufbau) du 7 mars 1945.

Les hôpitaux de Wiltz, Diekirch et Ettelbruck ont été endommagés, de sorte que ceux de Luxembourg-Ville sont surpeuplés; l'arrivée de blessés civils allemands a aggravé encore la situation. Mais dès que la localité de Remich sera de nouveau accessible au public on disposera d'un certain nombre de lits trouvés intacts à l'Hospice St. Joseph.

Le Noviciat apostolique des Frères à Bettange-sur-Mess abritait pendant quelques semaines 150 pensionnaires de la maison de Santé d'Ettelbruck et servit en même temps à l'hébergement de pensionnaires de l'hospice du Rham et à la détention de prisonniers malades. La plupart des pensionnaires d'Ettelbruck étaient restés dans les caves où le personnel et les soeurs les soignaient pendant la durée des combats.

A c t i o n d u V ê t e m e n t. Après l'évacuation de la population mosellane, 100.000 pièces de vêtement avaient été collectionnées dans le reste du pays. 50 personnes volontaires pour la distribution ont pu servir 12.000 à 14.000 personnes. Dans un ouvroir de nombreux vêtements furent raccommodés. Les D.P. (displaced persons) russes furent servis comme les Luxembourgeois.

Le 6 mars 5 wagons chargés de vêtements arrivèrent en gare de Luxembourg. Ce chargement fut offert par la 3^{me} armée américaine. La Croix Rouge, en collaboration avec le service du Ravitaillement, a distribué ces vêtements aux personnes sinistrées qui sont au nombre de 50.000. Les besoins de 15.000 d'entre elles étaient très urgents.

M. Neuman parla ensuite d'une offre généreuse de la Suisse qui est prête à recevoir pour une durée de trois mois 300 enfants luxembourgeois dont l'état de santé a souffert par suite de la guerre. Ces enfants seront placés dans des familles suisses. Le départ d'un premier contingent de 50 enfants est prévu pour le 8 avril, de Bruxelles.

La Croix Rouge a acheté à Bruxelles 12.000 couverts et couteaux qui seront vendus au prix d'achat aux ménages sinistrés.

Le service des messages familiaux de la Croix Rouge fonctionne par l'intermédiaire de la Croix Rouge de Genève.

Les soldats servant dans la batterie luxembourgeoise reçoivent tous les mois un colis par les soins de la Croix Rouge luxembourgeoise.

Après l'exposé intéressant de M. Neuman, M. Victor Bodson informa la presse qu'un arrêté concernant le traitement médical gratuit des sinistrés est en préparation.

Note: Par arrêté grand-ducal du 15 mars 1945, le Service sanitaire est dorénavant du ressort de M. Pierre Krier, Ministre du Travail, de la Prévoyance sociale et des Mines.

J o u r n a u x.

Nous continuons ci-dessous la liste des périodiques paraissant actuellement au Grand-Duché:

- 1) REVUE DE L'ARTISAN, Bulletin mensuel de perfectionnement professionnel. Direction: Institut Emile Metz, Dommeldange. 17^{me} année, N° 1: novembre 1944.
- 2) LETZEBURGER EISEBUNNER-UNION. N° 1: novembre 1944.
- 3) ARBECHT, Alle Rechte vom "Der Proletarier" übernommen, Offizielles Organ des Letzeburger Arbechter-Verband und der Gewerkschaftskommission, Esch/Alzette. Numéro spécial: novembre 1944. 23^{me} année, N° 1: 20 janvier 1945.
- 4) DE VERBAND AN SENG STOLM AUS DER RESISTENZ, Organ vun der gewerkschaftlecher Resistenz. N° 1: 24 février 1945.
- 5) Nos Problèmes des Temps Nouveaux, Série de cahiers édités par le Bureau d'études économiques, politiques et sociales du Journal d'Esch. N° 1: L'AGRICULTURE LUXEMBOURGEOISE. Février/mars 1945.
- 6) DE FREIEN ARBECHTER, Organ vun freie Letzeburger Arbechterverband. Paraît provisoirement tous les 15 jours. N° 1: 1^{re} année: 1^{er} mars 1945.

- 7) DE RAPATRIE, rgane de l'Association des Rapatriés, N°1:mars 1945.
- 8) YZ SPRANCH,nownt-Bluut feer yz orthographe u grammatic.Il s'agit d'un essai bizarre pour élaborer une orthographe luxembourgeoise.N°1,1ère année:1er mars 1945.
- 10) SOCIALER FORTSCHRITT,Letzeburger Chreschtleche Gewerkschaftsbond. Syndicat professionnel des Cheminots Luxembourgeois.26me année, N° 1:28 mars 1945.
- 11) le GRAND-DUCAL,Moniteur littéraire et politique du Luxembourg. N°1:31 mars 1945.Mensuel.